

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/11185/Add.29
30 juillet 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct suivant.

La liste complète des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans le document S/11185, daté du 7 janvier 1974, et dans les additifs pertinents. Au cours de la semaine qui s'est terminée le 27 juillet 1974, le Conseil de sécurité est intervenu au sujet de la question suivante :

La situation à Chypre

Le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de la question de sa 1782ème à sa 1785ème séance, entre le 22 et le 27 juillet 1974.

A sa 1782ème séance, le 22 juillet, le Secrétaire général, se référant aux efforts déployés par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour limiter les combats et protéger la population civile, a déclaré que, de toute évidence, l'effectif actuel de la Force était insuffisant pour qu'elle puisse assurer efficacement le respect du cessez-le-feu. Il avait donc l'intention, conformément à la résolution 186 (1964), de demander, à titre de première mesure, que les pays fournissant des troupes renforcent d'urgence leurs contingents déjà intégrés à la Force des Nations Unies.

Le Président a déclaré que l'interprétation du Conseil était que le Secrétaire général prendrait immédiatement les mesures qu'il avait mentionnées afin de renforcer les contingents de la Force.

A sa 1783ème séance, le 23 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution (S/11369), qui était le résultat de consultations intenses entre ses membres. Le Conseil a adopté à l'unanimité le projet de résolution (S/11369) en tant que résolution 354 (1974). Le paragraphe du dispositif de cette résolution est ainsi conçu :

Exige que toutes les parties aux présents combats se conforment immédiatement au paragraphe 2 de la résolution 353 (1974) du Conseil de sécurité leur demandant de cesser immédiatement le feu dans la région et priant tous les Etats de faire preuve de la plus grande modération et de s'abstenir de tout acte qui risque d'aggraver encore la situation.

A la 1784^{ème} séance, tenue en privé le 24 juillet, le Secrétaire général a informé le Conseil qu'il avait reçu du Ministre des affaires étrangères de la Turquie une lettre datée du 24 juillet. Le Conseil a pris note de la teneur de cette lettre, qui a ultérieurement été publiée dans le document S/PV.1784.

